

RCS : PAU
Code greffe : 6403

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 01173
Numéro SIREN : 921 531 521
Nom ou dénomination : 45-8 GRAND RIEU

Ce dépôt a été enregistré le 18/08/2023 sous le numéro de dépôt 4123

45-8 GRAND RIEU

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros

Siège social : 2 rue Myron Kinley, 64000 PAU

RCS Pau 921 531 521

(la « Société »)

DECISIONS ECRITES UNANIMES DES ASSOCIES EN DATE DU 09 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois

Le 9 juin

Les associés de la société 45-8 GRAND RIEU, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, divisés en 1.000 actions de 1 euro chacune, à savoir :

- La société 45-8 GROUP, société par actions simplifiée au capital de 102.386 euros dont le siège social est 4 bis, rue François de Curel à Metz, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro 894 115 856, représentée par Nicolas PELISSIER en sa qualité de Président,

Propriétaire de 940 actions ;

- La société LAVOISIER H2 GEOCONSULT, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.000 euros dont le siège social est 1091, route des Pècles à Chamonix Mont Blanc, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Annecy sous le numéro 911 469 088, représentée par Eric GAUCHER en sa qualité de Président,

Propriétaire de 30 actions ;

- La société M&U, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.000 euros dont le siège social est 6, rue de Chamechaude à Sassenage, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Grenoble sous le numéro 844 719 500, représentée par Emmanuel MASINI en sa qualité de gérant,

Propriétaire de 30 actions ;

Réunissant l'intégralité du capital social de la Société,

Après avoir pris connaissances des éléments mis à sa disposition :

QUATRIEME RESOLUTION

(Modifications statutaires – changement de l'exercice social)

Les Associés décident de modifier la date de clôture de l'exercice social actuellement en cours ouvert le 1er janvier 2023 et devant se terminer le 31 décembre 2023, pour la fixer au 31 août 2023, l'exercice social en cours ayant ainsi une durée exceptionnellement raccourcie à huit (8) mois.

Ils décident en outre de modifier les dates d'ouverture et de clôture des exercices suivants, chaque exercice commencera le 1er septembre et se terminera le 31 août de l'année suivante.

En conséquence, les Associés décident de mettre à jour l'article 5 – Durée – exercice social - des statuts qui sera désormais libellé de la manière suivante :

«5- DURÉE – EXERCICE SOCIAL

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des Associés.

L'année sociale commence le 1er septembre et finit le 31 août de chaque année. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Certifié conforme en date du 3 juin 2023

CINQUIEME RESOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)


Nicolas PEUSSE
Président

STATUTS

45-8 GRAND RIEU SAS

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 2, rue Myron Kinley, 64000 Pau

RCS Pau 921 531 521

Statuts à jour du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale du 9 juin 2023

LES SOUSSIGNÉES :

45-8 Group, société par actions simplifiée au capital de 102.386 euros enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Metz sous le numéro 894 115 856, dont le siège social est situé à Metz (57000), 4 bis rue François de Curel, représenté par son Président, Monsieur Nicolas Pélissier (ci-après dénommée « **45-8** »),

Lavoisier H2 Geoconsult, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.000 euros enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Annecy sous le numéro 911 469 088, dont le siège social est situé à Chamonix Mont Blanc (74400), 1091 route des Pècles, représentée par son Président, Monsieur Eric Gaucher (ci-après dénommée « **LHG** »),

M&U, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2.000 euros enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 844 719 500, dont le siège social est situé à Sassenage (38 360), 6 rue de Chamechaude, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel Masini (ci-après dénommée « **M&U** ») (45-8, LHG et M&U ci-après dénommées ensemble les « **Associés** »),

Ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'elles ont décidé de constituer.

TITRE I : FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE – EXERCICE SOCIAL

1. FORME ET DEFINITIONS

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce ainsi que par les présents statuts (la « **Société** »). Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

2. OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- l'exploration, l'exploitation, la production, le traitement, l'import-export, la recherche de partenaires pour collaboration dans le domaine d'activités lié aux opérations géothermiques, minières, pétrolières et substances annexes ou associées mentionnées dans l'article L.111-1 du Code minier français ;
- les opérations de recherches et développement, la conception, la fabrication et la commercialisation de capteurs (ainsi que de la radiocommunication et de l'électronique associés) et de procédés de séparation de gaz par systèmes membranaires en lien avec les objets ci-dessus ;
- la formation et la gestion de personnel spécialisé dans les activités géothermiques, pétrolières et minières soit pour son compte personnel, soit pour le compte de structures publiques et parapubliques, soit pour le compte des structures privées, soit en partenariat avec les structures ci-dessus énumérées ;
- la prise de participation par tous les moyens dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus et de nature à favoriser le développement de la Société, notamment par voie de souscription ou achat de titres, fusion ou alliance, création de sociétés nouvelles, succursales, apportant, commandites, association en participation ou groupements d'intérêts communs ;
- de manière générale, l'animation de la Société par la participation active à la conduite de la politique de la Société et au contrôle des filiales par la mise en place et l'assurance auprès de celles-ci de services spécifiques (notamment des services administratifs, juridiques, comptables, financiers et immobiliers) ;
- plus généralement toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement aux objets ci-

dessus, ou à tous objets similaires ou annexes aux fins de favoriser la croissance et le développement de la Société.

3. DÉNOMINATION

La dénomination de la Société est : « **45-8 GRAND RIEU** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 2, rue Myron Kinley, 64000 Pau.

Il peut être transféré en tout autre lieu en France par décision du Président, sous réserve de ratification par les Associés en même temps que l'approbation des comptes de l'exercice.

5. DURÉE – EXERCICE SOCIAL

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

L'année sociale commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août de chaque année.

TITRE II : APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS - TRANSMISSION DES ACTIONS

6. APPORTS

Les Associés apportent à la Société une somme en numéraire d'un montant total de 1.000 euros réparti de la façon suivante :

- 45-8 apporte à la Société la somme de 940 (neuf cent quarante) euros,
- LHG apporte à la Société la somme de 30 (trente) euros, et
- M&U apporte à la Société la somme de 30 (trente) euros.

Ledit apport correspond à mille (1.000) actions de un euro (1 €) chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque Caisse d'Epargne Grand-Est Europe.

Cette somme de 1.000 euros a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la Société, en cours d'immatriculation, à ladite banque.

7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1.000 €).

Il est divisé en mille (1.000) actions ordinaires de un euro (1 €) de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et libérées.

8. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des Associés.

La collectivité des Associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les Associés peuvent renoncer à leur droit

préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles en numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de leur souscription.

9. ACTIONS

9.1. Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom des Associés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

9.2. Droit et obligations des actions

9.2.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

9.2.2. Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et à l'ensemble des décisions prises par la collectivité des Associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

9.2.3. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

10. TRANSMISSION DES ACTIONS

Le transfert des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Le transfert des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

TITRE III : ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

11. PRÉSIDENT

11.1. Nomination du Président

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale (le « **Président** »).

Le Président est nommé par la collectivité des Associés qui fixe son éventuelle rémunération.

11.2. Rapports avec les tiers

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts à la collectivité des Associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du Président est inopposable aux tiers.

11.3. Arrêté des comptes

Le Président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

11.4. Durée du mandat. Cessation des fonctions de Président

Sauf précision contraire apportée dans la décision de nomination du Président, la durée du mandat du Président est indéterminée. Lorsqu'il est stipulé une durée des fonctions du Président, son mandat est en tout état de cause renouvelable sans limitation, et s'il est renouvelé sans précision relative à sa durée, il l'est pour une durée indéterminée.

Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le Président est révocable à tout moment sans juste motif par décision collective des Associés.

12. DIRECTEUR GENERAL

12.1. Désignation du Directeur Général

Les Associés pourront désigner un Directeur général (le « **Directeur Général** »), personne physique ou personne morale.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, elle exerce ses fonctions par l'intermédiaire de l'un de ses dirigeants. Elle peut toutefois désigner toute personne physique en qualité de représentant permanent, en le notifiant au Président.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée ne puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des Associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le Directeur Général peut démissionner de ses fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit le Président, trente (30) jours au moins avant la prise d'effet de la démission.

Le Directeur Général peut être rémunéré ou non.

La rémunération éventuelle du Directeur général est fixée dans la décision de nomination.

12.2. Pouvoirs du Directeur Général

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que ceux du Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'il ne soit prouvé que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

13. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Le Président doit aviser le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et le Président, le Directeur

Général ou l'un des Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou encore, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président, présente aux Associés un rapport sur la conclusion et l'exécution de ces conventions au cours de l'exercice écoulé. Les Associés statuent sur ce rapport, chaque année, à l'occasion de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'Associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et au Directeur Général et aux autres dirigeants de la Société.

TITRE IV : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES – REGLES DE MAJORITE – MODALITES

14. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

14.1. Compétence des Associés

La collectivité des Associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- la modification des statuts, sauf transfert de siège social ;
- la modification du capital (augmentation, amortissement, réduction) ;
- la fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- la dissolution de la Société ;
- la nomination des commissaires aux comptes ;
- la nomination, révocation, renouvellement et remplacement du Président et du Directeur Général, détermination des modalités d'exercice de leur mandat et de leur éventuelle rémunération ;
- l'approbation des comptes et affectation du résultat, ainsi que la mise en distribution de tout dividende ou assimilé ;
- l'approbation des conventions réglementées conclues entre la Société et ses dirigeants ou Associés le cas échéant ;
- la transformation de la Société ;
- la nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

Sous réserve d'une stipulation contraire, toutes les autres décisions sont de la compétence du Président et du Directeur général.

14.2. Modalités d'adoption des décisions collectives

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance (y compris électronique) ou d'un acte signé par tous les Associés.

14.3. Règles applicables à toute décision collective

14.3.1. Participation aux décisions collectives – Mandats

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandat confié à un autre Associé, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits.

14.3.2. Droits de vote

Chaque action donne droit à une voix.

14.3.3. Convocation – Ordre du jour

Les décisions collectives sont prises sur convocations faites par le Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée au minimum 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée ou de celle fixée pour la fin de la consultation par correspondance, par tous moyens de communication écrite permettant d'établir la preuve d'envoi et de réception.

En toute hypothèse, une assemblée générale peut se réunir sans délai si tous les Associés y consentent ou sont présents ou représentés.

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents nécessaires pour permettre aux Associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Si la Société est dotée de commissaires aux comptes, ces derniers sont convoqués dans les mêmes conditions que les Associés ou sont informés de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les Associés ; ils reçoivent les mêmes éléments que les Associés et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou observations qui leur paraîtraient nécessaires ou utiles.

14.3.4. Quorum

Un quorum de 50 (cinquante) % des actions ayant le droit de vote est exigé pour la validité des décisions collectives.

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, chaque action donnant droit à une voix.

Lorsqu'il n'a pu être statué sur une décision collective, faute de réunir le quorum requis, aucun quorum ne sera requis pour la nouvelle consultation ou nouvelle assemblée appelée à statuer sur le même ordre du jour.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Associés qui participent à la réunion de l'assemblée, à la consultation écrite ou ceux participant par des moyens de visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront, le cas échéant, mentionnées dans ladite convocation de l'assemblée.

14.3.5. Majorité des décisions ordinaires

Les décisions ordinaires sont toutes celles n'ayant pas pour effet de modifier, directement ou indirectement, les statuts ou de se prononcer sur l'exclusion d'un Associé.

Les décisions ordinaires sont valablement adoptées à la majorité simple des voix des Associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

14.3.6. Majorité des décisions extraordinaires

Les décisions extraordinaires sont celles appelées à modifier les dispositions des statuts et/ou à se prononcer sur l'exclusion d'un Associé et/ou la suspension de ses droits.

Les décisions extraordinaires sont valablement adoptées à la majorité de 97 (quatre-vingts dix-sept) % des voix des Associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

En tout état de cause, toutes décisions visant à augmenter les engagements des Associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

14.4. Règles spécifiques aux assemblées générales

L'assemblée peut résulter d'une réunion physique des Associés ou par voie de visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et les règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation de l'assemblée.

En application des dispositions légales et réglementaires, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux Associés de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un Associé désigné par l'assemblée.

14.5. Règles spécifiques aux consultations écrites

Les décisions collectives peuvent également être adoptées sans réunion en assemblée par consentement écrit des Associés.

Le texte des résolutions proposées est adressé, par le Président, à chaque Associé et, pour information et lorsqu'il en a été désigné un, au commissaire aux comptes, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou lettre simple remise en mains propres contre récépissé signé de son destinataire, ou encore par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception.

Les Associés disposent d'un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour émettre leur vote par écrit. Il est formulé pour chaque résolution par les mots « oui » ou « non » ou « abstention ». La réponse des Associés doit être adressée à la Société par tout moyen écrit permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception, à l'attention du Président.

14.6. Règles spécifiques aux actes unanimement signés par les Associés

Toute décision de la compétence des Associés peut également résulter du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les Associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre officiel des délibérations des Associés.

14.7. Procès-verbaux

Chacune des décisions collectives fait l'objet d'un procès-verbal des délibérations.

Ce procès-verbal est retranscrit sur le registre spécial des décisions collectives.

14.8. Droit de communication des Associés

Tout Associé a le droit d'obtenir, avant toute décision collective, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les Associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société d'une copie des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Les Associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels et, le cas échéant, des rapports du commissaire aux comptes.

TITRE V : COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES – COMMISSAIRES AUX COMPTES

15. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Le Président arrête les comptes de l'exercice et établit un rapport précisant les indications énumérées par la loi et les règlements.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Le Président devra, dans les six mois de la clôture de l'exercice, provoquer une décision collective des Associés aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Lors de la même consultation, le cas échéant, les Associés approuveront ou rejetteront les conventions intervenues directement ou indirectement entre le Président, un dirigeant ou un Associé détenant plus de 10 % des droits de vote et la Société.

16. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours, lorsque pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des Associés décide la part à attribuer sous forme de dividendes ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves ou de report à nouveau.

La collectivité des Associés peut également décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant précisément le poste sur lequel le prélèvement est effectué. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.

Les pertes, s'ils en existent, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des Associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

17. COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les Associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin.

Les conditions de retrait de ces sommes et de leur rémunération sont déterminées par le Président et l'Associé intéressé, en fonction notamment des capacités financières de la Société.

Lorsque l'Associé intéressé est également Président, les conditions de retrait des avances en comptes courants et de leur rémunération sont fixées par la collectivité des Associés.

Les intérêts des comptes courants seront portés dans les frais généraux de la Société, selon les conditions et modalités légales. Ces comptes courants ne pourront jamais être débiteurs.

En tout état de cause, les conventions d'avances en comptes courants d'Associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 227-10 du Code de commerce.

18. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants peuvent être désignés par décision collective des Associés pour la durée, dans les conditions et aux fins d'accomplir les missions définies par la loi, notamment celle de contrôler les comptes de la Société.

La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions dans les mêmes conditions que les Associés.

Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la décision qui statue sur les comptes du sixième exercice ; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision collective des Associés.

TITRE VI : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL – DISSOLUTION – LIQUIDATION – TRANSFORMATION - CONTESTATIONS

19. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Il en est de même si les Associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

20. TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut être transformée en une société d'une autre forme par une décision de la collectivité des Associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

21. DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, les Associés décident des modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

22. CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les Associés ou entre un Associé et la Société ou les dirigeants, sont soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE VII : PERSONNALITE MORALE – FORMALITES - POUVOIRS

23. PERSONNALITE MORALE – ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux Associés avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts vaudra reprise, par la Société, de ces engagements, qui seront réputés avoir été souscrits par elle dès son origine.

24. PREMIERES NOMINATIONS

24.1. Est nommé premier Président de la Société, pour une durée illimitée :

Monsieur Nicolas PELISSIER, né le 17 avril 1984 à Metz (57000), demeurant à METZ (57000), 30 rue Bossuet, de nationalité française.

Le Président a déclaré ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance édictée par la loi et a accepté par avance ces fonctions.

24.2. Est nommé premier Directeur Général de la Société, pour une durée illimitée :

Monsieur Benoît HAUVILLE, né le 20 août 1984 à Rouen (76000), demeurant à TUPIN ET SEMONS (69420), 380 Chemin des Maisons Blanches, de nationalité française.

Le Directeur Général a déclaré ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance édictée par la loi et a accepté par avance ces fonctions.

25. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés et portés au compte des frais d'établissement.

26. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

27. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les Associés reconnaissent expressément que les documents peuvent être signés par voie électronique via des organismes certifiés par l'ANSSI et respectant le règlement européen eIDAS retranscrit en droit français dans les articles 1366 et 1367 du Code Civil.

[bas de page laissé intentionnellement vierge, signatures en page suivante]

Fait à METZ

le 09/06/2023

Signés électroniquement par le procédé YouSign

En autant d'originaux que nécessaire pour l'exécution des diverses formalités légales.

45-8 GROUP¹ Représentée par Monsieur Nicolas Pélissier	Lavoisier H2 Geoconsult² Représentée par Monsieur Eric Gaucher
M&U³ Représentée par Monsieur Emmanuel Masini	

¹ Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

² Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

³ Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

ANNEXE 1

REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS ET DES FRAIS EXPOSES POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

45-8 GROUP déclare avoir pris et passé, pour le compte de la Société en formation, les engagements et actes suivants :

- (i) ouverture d'un compte bancaire au nom de la Société en formation auprès de la banque Caisse d'Epargne Grand Est Europe dont le siège social est situé 1, avenue du Rhin – 67100 STRASBOURG ;
- (ii) engagement de différents frais pour le compte de la Société en formation :
 - Premier versement bancaire : 1000,00€ TTC
- (iii) accomplissement de toutes formalités relatives à l'immatriculation de la Société auprès du Greffe du Tribunal de commerce de Pau.

Conformément à l'article L. 210-6 du Code de commerce, la signature des présents statuts emportera reprise de ces actes et engagements par la Société, dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.